

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 241, BD ST-GERMAIN, PARIS 7 - 551 34 14

Rebelle et fidèle



Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain, devenu président du Conseil en remplacement de Paul Reynaud, démissionnaire, annonça aux Français, dans un message radio-diffusé, qu'il avait engagé, avec l'adversaire, des pourparlers d'armistice.

Le colonel Passy, dans ses *Souvenirs*, raconte que le général Béthouard, rentrant du G.Q.G. le 18 juin au matin, à Brest, déclara qu'il s'était trouvé dans "une assemblée de vieillards assistant sans réaction à la mort de la France".

Lorsqu'il était sous-secrétaire d'Etat à la Guerre dans le dernier ministère Reynaud, le général de Gaulle avait eu, à Londres, des entretiens réalistes et constructifs avec le Premier ministre Winston Churchill et son entourage.

Au soir du 18 juin, il n'était plus sous-secrétaire d'Etat mais, revenu volontairement à Londres, il prononça au micro de la B.B.C. le célèbre appel qui le fit traiter d'insurgé, de mutin, de rebelle par les partisans de l'armistice. Et il demeura sourd à l'ordre impératif du gouvernement et du G.Q.G. de rentrer en France.

Rebelle, il l'était ; et il le ressentait plus durement et plus difficilement que beaucoup l'ont pensé. Notre camarade Geneviève Anthonioz-de Gaulle nous a conté qu'un jour André Malraux, alors ministre de la Culture, mais toujours épris de l'aventure, demanda au président de Gaulle : "Dites-moi, mon général, ce devait être exaltant lorsque vous vous êtes adressé pour la première fois aux Français, seul, à contre-courant le 18 juin 1940 ? Le général le regarda d'un air sombre et lui répondit : "C'était épouvantable."

Pour un soldat qui, comme lui, croyait à la discipline, c'était certes épouvantable de désobéir à ses supérieurs.

(suite p. 2)



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!

Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.

Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !



J. de Gaulle

GÉNÉRAL DE GAULLE

QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1

Qui a entendu l'appel du 18 juin ?

On m'excusera de commencer par moi, mais j'ai découvert récemment que beaucoup de gens n'ont eu connaissance de cet appel que beaucoup plus tard. Une de mes camarades m'a même dit n'avoir connu l'existence de de Gaulle qu'en 1941. Dans ma famille, nous avons entendu son appel au moment précis où il le prononçait sur la B.B.C.

Nous étions en Corrèze, fuyant Paris occupé et nous étant arrêtés en route chez des amis. D'autres hôtes, dans le même cas, étaient là. Parmi eux un ami italien antifasciste nommé Carlo A Prato, qui s'était réfugié en France. Nous prenions tous les soirs la radio anglaise. Un soir nous entendons un inconnu parler à la B.B.C. et dire tout ce que nous pouvions espérer. Nous l'écoutons jusqu'au bout, stupéfaits, et c'est A Prato qui rompt le silence en s'écriant : "Bravo !" Pour nous, comme pour beaucoup de nos camarades, ce fut un retour à la vie.

En une minute, tout avait changé : les difficultés obsédantes et quotidiennes de l'époque, les queues devant les magasins, les cartes d'alimentation, la recherche perpétuelle de tout ce dont on manquait et qu'on n'arrivait à se procurer, depuis le beurre jusqu'aux ressemelages, qu'en faisant cadeau de sa ration de tabac, ou de sucre : tout cela devenait secondaire. L'espoir était né, et avec lui le courage de résister.

Jacqueline Rameil

Comme beaucoup d'autres, je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin. La veille, l'allocution du maréchal Pétain à la radio, demandant l'armistice, m'avait envahie d'indignation. J'ai cru d'abord naïvement que c'était un "type de la cinquième colonne" (comme on disait alors), se faisant passer pour le glorieux soldat. Mon père m'avait rapidement détrompée.

Nous étions alors auprès de lui, mobilisé comme officier d'artillerie de réserve au camp de Coëtquidan, dans le village breton de Paimpont. Avec nous se trouvait ma grand-mère, Jeanne de Gaulle, âgée et malade. L'ordre ayant été donné d'envoyer les effectifs

du camp militaire vers ce qui aurait pu devenir le réduit breton, nous sommes arrivés le 18 juin à Locminé, dans le Morbihan. C'est là que nous avons vu les premiers Allemands : un détachement motocycliste superbe avec vestes et casques noirs qui dédaigneusement dépassa notre petite troupe non armée. Quelle humiliation ! Autour des officiers présents, tous ayant combattu en 1914-1918, nous gardions un silence désespéré. Du fond de la place où nous étions rassemblés, un prêtre se hâta ; il tenait à nous faire part tout de suite de ce qu'il venait d'entendre à la radio de Londres : un général, qui était le secrétaire d'Etat à la Défense, appelait à continuer le combat, la défaite n'était pas définitive, la flamme de la résistance ne devait pas s'éteindre. Ma grand-mère avait les yeux pleins de larmes, mais c'était de fierté cette fois. Elle tira le prêtre par la manche : "Monsieur le Curé, mais c'est mon fils, monsieur le Curé, mais c'est mon fils".

Mon père ayant été fait prisonnier, nous revînmes dans notre petit logis de Paimpont. Avec sa mère, nous avons écouté le général de Gaulle le 19, le 22, le 24, le 26 et le 28 juin, puis le 2, le 8 et le 31 juillet. Pour ma grand-mère, ce devait être la dernière fois, mais quel noble orgueil d'entendre : "Eh bien, puisque ceux qui avaient le devoir de manier l'épée de la France l'ont laissée tomber, brisée, moi j'ai ramassé le tronçon du glaive" ! Dans le cœur de cette vieille femme endeuilée de la France, quelle espérance, quelle confiance en celui qui l'inspirait !

Elle mourut le 16 juillet 40, offrant ses souffrances "pour son fils". La censure allemande supprima le nom de de Gaulle dans l'annonce mortuaire que nous avions fait paraître dans *Ouest Eclair*. Je ne sais comment se répandit la nouvelle que Jeanne Maillot était la mère du général de Gaulle. Mais une foule se pressait dans l'église, puis dans le cimetière. Les gens étaient venus à pied, en bicyclette, en voiture à cheval... et de loin. Autour du cercueil le détachement de gendarmerie du chef-lieu de canton présentait les armes, et, comme je remerciais le capitaine, il me répondit : "Nous appartenons à l'armée française et nous voulions rendre les honneurs à la mère du général de Gaulle". Ces gendarmes et leur capitaine rejoignirent plus tard le maquis de St Marcel, où certains furent tués.

La tombe de ma grand-mère devint vite un lieu de pèlerinage. Les visiteurs emportaient en souvenir un des petits cailloux qui la recouvraient et qu'il fallut plusieurs fois remplacer. Un jeune homme qui tentait sa chance en quittant les côtes bretonnes dans un bateau de pêche pour rejoindre les combattants de Londres, emporta une photographie de cette tombe. Il put la remettre au général de Gaulle, qui apprit ainsi la mort de sa mère.

Geneviève de Gaulle-Anthonioz

Dans les régions envahies du Nord, dès la mi-mai 1940, la résistance s'organise aussitôt : il s'agit de faire échapper les soldats français et britanniques qui n'arriveront pas à se rembarquer à Dunkerque. Notre camarade Sylvestre Leleu se met immédiatement à cette tâche, puis elle fera évader les équipages de la Royal Air Force qui survivaient après que leur avion eut été abattu. Elle fut arrêtée le 16 avril 1941.

On peut en dire autant des Ardennes et de la Lorraine où, dès le 15 juin, la population aide les soldats qui cherchent à s'évader à peine ont-ils été pris. "Sœur Hélène" fut l'un de ces innombrables passeurs.

Notre camarade Yvonne Pagniez se présenta le 17 juin à Vichy pour reprendre du service auprès de l'un des services de renseignements français décidés à continuer la lutte. Je dis "reprendre du service" car Yvonne Pagniez (originaire du Nord de la France) avait suivi un entraînement dans les services spéciaux encore toute jeune, à la fin de la guerre de 1914. Et, ô déception, l'armistice était intervenu en 1918 avant qu'elle ait pris son service ! Cette fois, elle ne perdit pas de temps.

De nombreux jeunes ont aussi réussi à s'embarquer avant le 18 juin pour rejoindre l'Angleterre qui, elle, n'avait pas abandonné le combat.

Dans un livre préfacé par le général de Gaulle, Philippe de Vomécourt, Lorrain dont le grand-père avait été torturé et tué en 1870, et dont le père engagé en 1914, fut tué en laissant cinq enfants, écrit ceci : "J'entendis le premier message à la nation de Pétain, le 17 juin, chez moi près de Limoges. Il y avait une douzaine de personnes dans la pièce et l'ensemble de leurs réactions fut conforme à la dissension qui s'installait en France et qui n'est pas encore éteinte de nos jours."

"Ce vieil homme fatigué avait une idée de la France à l'image de sa fatigue ; mais certains Français dont quelques-uns se trouvaient chez moi ne pouvaient admettre que la France se soumit à ses envahisseurs. Bien qu'à ce moment leur réaction fût toute instinctive et ne pût donner lieu à aucun plan d'action, ils étaient déjà convaincus qu'il était possible de réaliser la renaissance en résistant à l'ennemi. Pour ceux-là un autre Français devait parler le lendemain, le 18 juin, le jour même où les dirigeants de l'Axe examinaient à Munich la demande d'armistice du gouvernement français."*

Citons encore, parmi cent autres réactions du même ordre, celle d'Edmond Michelet qui, dès le 17 juin, "avait dit "non" à l'esprit de résignation et de démission du maréchal Pétain et l'avait fait savoir dans un premier tract diffusé à Brive avec une poignée d'anciens du cercle Duguet et des Equipes sociales, parmi lesquelles quelques communistes n'avaient pas accepté le pacte germano-soviétique".**

"En temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il

* *Les Artisans de la liberté*, par Philippe de Vomécourt, PAC 1975 (épuisé).

** *Edmond Michelet*, par Jean Charbonnel. Éd. Beauchêne 1987.

Rebelle et fidèle (fin)

rieurs, mais c'était une décision réfléchie, commandée par un devoir de fidélité plus impérieux encore. Fidélité à l'Armée qu'il aimait, qu'il respectait et qu'il avait pendant des années tenté en vain de rendre opérante contre les vues de chefs sclérosés. Fidélité au peuple français qu'on avait entretenu dans l'illusion d'une victoire facile et rapide. Fidélité à tous ceux qui comme lui, refusant la capitulation, avaient déjà manifesté leur indignation, leur volonté de combattre, de résister.

Et jusqu'au 8 mai 1945, le Rebelle devait prouver au monde entier son indomptable fidélité à la France.

vienne et quel que soit son parti", redisait Michelet après Péguy.

En fait, l'immense majorité des résistants, "les résistants de 40" et les autres, n'a pas entendu l'appel du 18 juin, mais elle a entendu les allocutions qui ont suivi et qui redonnaient la fierté d'être Français. Comme des plantes assoiffées que l'on arrose, les Français relevaient alors la tête, se régalaient de ces paroles d'honneur et de courage et les diffusaient le mieux qu'ils pouvaient.

Je me souviens qu'en juillet 1940 mon père a acheté le poste de T.S.F. (comme on disait à l'époque) le plus puissant qu'il a pu trouver pour pouvoir capter Londres malgré le brouillage. Ce poste était devenu l'âme de la maison, le foyer autour duquel nous nous retrouvions tous... Hélas ! ce merveilleux poste fut la première chose que je vis sur le bureau de mon Gestapiste lorsque je fus conduite rue des Saussaies !

"Certes, "ils" nous avaient mis à l'ombre, mon père et moi ; mais la B.B.C. continuait à émettre, et d'autres continuaient la lutte."

Anise Postel-Vinay

J'avais alors 17 ans. Mon père, médecin, refusa d'abandonner son poste pour soigner la population restante ; aussi m'avait-il confiée le 10 juin à des amis qui fuyaient l'avance allemande. Le 17 juin, les Allemands déferlaient dans la Nièvre et occupaient la propriété où je me trouvais. Le 24 juin, je revins à Saint-Cloud avec M. A... et tombai dans les bras de mes parents. Emotion si douce de nous retrouver tous réunis après tant d'heures tragiques pour la France, après avoir tant craint les uns pour les autres. Et tout de suite maman parla : "Quelles heures atroces nous avons vécues ! J'ai entendu à la radio les paroles du maréchal Pétain annonçant aux Français qu'il demandait l'armistice ; cela m'a atteint si profondément que j'ai pleuré. Le lendemain, ne pouvant plus supporter nos informations, j'ai écouté la radio anglaise et j'ai entendu la voix d'un officier français qui a lancé un appel à tous les Français décidés à combattre pour leur demander de le rejoindre à Londres, où il se trouvait, afin de continuer la lutte avec lui aux côtés de nos alliés. Il a rappelé que la France a un vaste empire colonial et qu'elle peut faire bloc avec l'Angleterre. Il refuse le déshonneur et la capitulation morale de nos dirigeants. Je me sentais écrasée... J'ai revécu ! En l'entendant, j'ai eu l'impression de pouvoir enfin relever la tête parce qu'il y en avait eu "un" pour crier "non" ! Un officier français, au nom de tous ceux qui rejettent la soumission à Hitler a eu le courage de faire front seul et d'appeler au ralliement tous ceux qui pensent comme lui. Il nous a rendu l'*Honneur*, il nous a apporté l'Espoir. Il s'appelle le général de Gaulle."

Voilà comment j'ai entendu l'appel du 18 juin — par ma mère. Et pendant qu'elle parlait, une succession d'impressions, de faits, d'images défilait dans mon esprit. D'un côté j'avais la perception très nette de l'incapacité de nos dirigeants avant et pendant la "drôle de guerre". Je revoyais la débâcle de nos troupes fuyant l'avance allemande, ces soldats épuisés accrochés à des camions surchargés, par l'ordre de repli. Je n'oublierai *jamais* ce regard qu'avait levé sur moi un soldat couché sur une aile de voiture, qui traduisait une honte intense de fuir devant des civils qu'il aurait dû protéger. Tout en lui criait qu'il se sentait trahi, qu'il aurait voulu continuer la lutte mais

ne pouvait plus que fuir et n'être pas fait prisonnier. Je pensais aux routes mitraillées par les avions ennemis, aux civils et aux enfants tués. Je pensais à l'envahissement de la France par l'armée allemande, à ceux qui acceptaient notre défaite et clamaient que nous devions mettre notre confiance dans le Maréchal.

De l'autre côté, je sentais que nombre de Français, comme mes parents et moi-même, comme M. et M^{me} A... qui venaient de m'héberger rejetaient cette capitulation honteuse. Il y avait un dépôt d'armes caché dans la propriété des A... dont j'avais découvert l'existence de façon tout à fait inattendue et qui risquait de nous faire tous fusiller, mais il ne serait venu à l'idée de personne de le livrer aux Allemands comme ils l'ordonnaient !

Sept jours seulement pour moi que nous étions occupés, dix jours pour les Parisiens. Et les communiqués, à la T.S.F., répétaient que nous devions accepter la défaite, que nous l'avions méritée, que tout était fini. Je sentais monter en moi un sentiment confus, celui que rien au contraire n'était fini à l'exception des tactiques d'Etat-Major, mais qu'autre chose commençait.

Maintenant, la lutte concernait chaque Français.

Geneviève de Laval

J'ai entendu l'appel du 18 juin en Lozère, chez des parents qui nous hébergeaient. Nous écoutions les nouvelles en famille à la radio

matin et soir et la B.B.C. quand il n'y avait pas trop de brouillage car cela fatiguait notre doyen d'âge.

Le 17 juin, le message du maréchal Pétain annonçant les pourparlers d'armistice avait plongé tout le monde dans la consternation. Quant à moi il me révoltait. Je me souviens de la manchette, en grands caractères d'un quotidien du soir au début de janvier : "Nous réunissons toutes les conditions requises pour la victoire." Maréchal Pétain. "Etait-il sincère ? De toutes façons il nous avait trompés. Et maintenant c'était la défaite, la défaite totale, l'acceptation du joug nazi, alors que nous pensions que le combat allait continuer en Afrique du Nord, aux côtés des Alliés."

Le lendemain, 18 juin, en fin de soirée, le brouillage s'était intensifié sur la B.B.C., mais on distinguait la voix d'un général français peu connu qui faisait entendre enfin de vibrantes paroles d'espoir et un appel à la résistance. Notre vieux parent me fit plusieurs signes pour que j'arrête le poste et le bruit infernal, mais je me montrai impolie en baissant seulement la tonalité, en collant mon oreille contre l'appareil pour ne rien perdre de cette voix miraculeuse. C'était comme le sérum qui tombe goutte à goutte et vous redonne la vie, la santé.

Et, rentrés chez nous, tous les soirs désormais, brouillage ou pas, nous avons capté la radio anglaise et n'avons pas manqué une seule des allocutions du général de Gaulle.

Anne Fernier

CARNET FAMILIAL

NAISSANCES

Notre camarade, Madame Maurice Côme, est heureuse de vous annoncer la naissance de son arrière petit-fils, Clovis-Julien (février 1990).

M^{me} M.L. Seel a la joie de vous faire part de la naissance de sa petite-fille Myriam-Tamara, à SION, le 1^{er} mars 1990.

M^{me} Marguerite Plancherel (section Alsace) a la joie de vous faire part de la naissance de sa petite-fille Marie le 17 janvier 1990.

Notre camarade Denise Villard-Rousseau, est heureuse de vous faire part de la naissance de son petit-fils Robin, le 7 mars 1990.

Notre camarade Monique Jene, de Perpignan, est heureuse de vous faire part de la naissance de ses petits-fils, Emmanuel et Laurent, le 3 avril 1990.

MARIAGE

Laurent Vernay, fils de notre camarade Denise Vernay, a épousé Shireen Semsar le 17 mars 1990.

DÈCÈS

Notre camarade, Léa Douheret, a perdu son époux en décembre 1989. Canet-Plage (Pyénées-Orientales).

Notre camarade Odette Petit, de Cadours, est décédée le 3 février 1990.

Notre camarade Odette Hulet, de Mozac, est décédée le 26 février 1990.

Notre camarade Yvette Bunel, de l'Orne, est décédée.

Notre camarade Charlotte Bachelet est décédée le 3 février 1990 à Toulon.

Notre camarade Marie Pouchoy, de Lyon, est décédée le 12 février 1990.

Notre camarade Marcelle Selingue, de Chambéry, déportée NN à Anrath, Jauer, Aichach, a perdu son mari le 9 janvier 1990.

Notre camarade Marguerite Vallet, de Nancy, est décédée le 12 mars 1990.

Notre camarade Yvette Kohler, déléguée du Loiret — Loir-et-Cher, Eure-et-Loir, a perdu son mari le 29 mars 1990.

Notre camarade Janine Lahaye, de Châtillon-sous-Bagneux, a perdu sa fille Sylvie, le 1^{er} avril 1990.

Notre camarade Jeanne Picard, de Vincennes, est décédée le 24 avril 1990.

Notre camarade Julia Monteux, de Paris, est décédée le 19 mars 1990.

In Memoriam

Nous apprenons avec une grande peine la disparition de Caroline Ferri-day, le 24 avril dernier, à Bethleem (U.S.A.). Grande amie de la France, elle a fondé la Société des Amis de l'A.D.I.R. en Amérique après avoir été pendant toute la guerre un membre de *France for ever* pour aider les Français libres. C'est grâce à elle que les victimes d'expériences pseudo-médicales polonaises ont été indemnisées par la République fédérale allemande.

Nous lui rendrons hommage dans notre prochain bulletin mais dès maintenant nous tenons à rappeler à nos camarades les liens de reconnaissance, d'admiration et d'affection qui ne cessent de nous unir à son souvenir.

La guerre à seize ans

Voici le début d'un livre du capitaine d'aviation Harold Rovella, ancien officier des opérations aériennes de la France Libre, qui évoque un fait oublié ou peu connu du début de la guerre de 1939-45. Un groupe de lycéens, privés de cours par la mobilisation de leurs professeurs, décident de contribuer à la défense nationale en s'embauchant dans une usine d'armements.

Déclaration de guerre : 3 septembre 1939 !

Rentrée des classes : 1^{er} octobre 1939 !

Huit heures. Devant le lycée, les élèves se sont peu à peu rassemblés, près du grand portail noir qui ne comportait aucun panneau indiquant la fermeture de l'établissement. L'attente se prolonge. Vers 8 h 30, le concierge surgit par la petite porte et annonce, désinvolte : "Il n'y a plus de cours, vos professeurs ont été mobilisés". (Il n'ose utiliser le mot "guerre" qui semble tabou).

Des groupes se forment, discutent avec animation. Une seule question : "Qu'est-ce qu'on va faire, maintenant ?"

Gondois et moi exerçons une certaine influence sur le reste de la classe. Alors que les autres groupes commençaient à se disperser, quelques-uns de nos camarades commentaient cette information et semblaient solliciter notre opinion. Notre réponse ne tarda pas : "La guerre est déclarée, il faut faire quelque chose !"

Très fêru d'aviation, je demandai à mes camarades s'ils seraient d'accord pour travailler à l'usine de la Société nationale de Construction aéronautique du Nord, située à 7 kilomètres et fabriquant des avions de chasse d'un tout dernier modèle.

Quatorze d'entre eux lèvent la main avec détermination. C'était le premier indice d'une volonté farouche de se défendre et le signe d'une indignation devant une nouvelle menace d'invasion. J'éprouvais, comme eux, ce sentiment inverse de celui de la majorité de la population, qui se montrait passive depuis des années. Pourtant, plusieurs sonnettes d'alarme avaient retenti : 1936 : occupation de la Rhénanie ; 1938 : annexion de l'Autriche et d'une partie de la Tchécoslovaquie...

Bien que nous ignorions les tenants et les aboutissants des jeux politiques dans le monde, les discours du Führer, ses hurlements hystériques ne pouvaient que semer la crainte d'une nouvelle invasion de l'Europe. D'autant que le fanatisme des foules allemandes montait de jour en jour et les mobilisait inexorablement dans un but de conquête et de destruction. Conquête et destruction de notre pays, voire de l'Europe.

La radio diffuse cette voix à peine supportable tant elle est forte et menaçante. Au cinéma, les actualités nous montrent l'homme scandant chaque mot de son discours d'un geste violent et rageur. Les regards intenses, les visages extasiés de la foule prouvent que le peuple est entraîné dans une hystérie collective. Inconsciemment, il adhère au pouvoir des mots, expression de sa volonté de domination sur les autres pays.

Mais revenons à nos garçons fermement décidés à agir. Ils enfourchent leur bicyclette en direction de l'usine dont j'ai parlé plus haut. L'accès leur en est interdit pour des raisons de sécurité. Leur démarche paraît

insolite et des obstacles surgissent devant eux jusqu'au bureau du personnel. Incompréhension là encore. Pourquoi ces jeunes sont-ils là ?

Et pourtant là-haut, à la direction du personnel, ils obtiendront la dérogation qui leur permettra d'être embauchés. Car ils n'ont que 16 ans ! Cependant, comme tout le monde, ils devront faire dix heures de travail par jour durant une semaine, puis dix heures de nuit la semaine suivante.

Dans un des immenses hangars, on peut admirer un hydravion hexamoteur de 40 tonnes. Nous nous présentons au chef d'atelier, M. Ramé. Il n'est pas tendre, M. Ramé, il nous accueille d'une façon plutôt rude, qui restera la même pendant un an. Durant toute la drôle de guerre... Mais derrière cette rudesse se cache la clairvoyance d'un homme qui a compris notre élan. Il dirige, en effet, l'atelier de montage en série de l'avion de chasse VG 33 C1, dont la vitesse atteint 650 km/h, et sur lequel nous travaillerons comme ouvriers-monteurs. Donc, il a confiance, Monsieur Ramé !

Nous sommes entourés d'ouvriers de tous âges, mais nous nous rendons rapidement compte qu'il se trouve parmi eux des "affectés spéciaux" de 20 ans, alors que nos professeurs en ont 30 et ont été envoyés sur le front... L'un d'eux aura, quelques mois plus tard, un bras arraché...

Nous commençons à nous interroger : "Pourquoi ces jeunes refusent-ils de faire leur devoir ?". C'est bien simple, ils ne parlent jamais de la guerre. Leur insouciance même nous laisse une impression de vide, difficilement explicable.

Il faudra attendre le repli de l'usine sur Lorient, qui, pour nous, sera le déclenchement de l'exode en mai 1940, pour commencer à réaliser le désengagement, l'apathie, la passivité de presque tout un peuple.

C'est durant cette fuite à bicyclette sous les bombardements des Stukas que m'apparurent les premiers indices d'une pénétration de l'ennemi à l'intérieur de notre territoire.

En effet, parmi nous, des ordres, des contrordres, des informations lancées, puis démenties, circulaient sans que l'on en connaisse l'origine. Des bruits couraient qu'il fallait se méfier de tout le monde. "Vous voyez, là-bas, ces trois religieuses, ce sont peut-être des espions déguisés !".

Puis, dans le ciel, apparurent les premiers bombardiers *Savoia-Marchetti*. Alors qu'exploient les premières bombes, l'Italie nous déclare la guerre. Des femmes, des enfants, pris de panique, se couchent au milieu de la route. Pourtant, à quelques pas, les fossés les auraient sauvés !

Plus tard, dans un wagon à bestiaux, du côté de Nogent-le-Rotrou, j'ai failli casser la figure d'un homme qui disait que les Allemands étaient à quelques kilomètres. A la rigueur, les bombardements pouvaient exister, mais l'invasion, sûrement pas !

Je vois la crainte, l'angoisse, l'épouvante dans le regard de tous ces gens qui fuient, ou, pour certains, la découverte : "Comment en sommes-nous arrivés là ?"...

Pour moi, c'est la constatation de ce que j'ai toujours appelé depuis quarante ans

l'inconscience des hommes, une incapacité à résoudre les problèmes primaires de notre société, que l'évolution scientifique, trop rapide, a bouleversée.

Très vite, je fais aussi le rapprochement entre ces jeunes visages, ces "affectés spéciaux" de l'usine et ceux que je vois dans ce carnage de Nogent-le-Rotrou. La notion de lâcheté m'apparaît. Paradoxe : c'est là que je vais ressentir le dégoût et décider de quitter mon pays... à Lorient, où je pourrai m'embarquer pour l'Angleterre.

Le coup de poignard dans le dos nous est donné par les Italiens. Intervenant avec les *Stukas*, leurs gros bombardiers trimoteurs augmentent l'épouvante parmi les civils. Alors, la rage me rend audacieux, téméraire peut-être ! Je découvre que je peux, dans cette fournaise, courir, crier des ordres, ramener des femmes et des enfants à l'abri. Le timide que j'étais semble "libéré", et me voilà assuré de dominer les dangers, la lâcheté des hommes dans la guerre. C'est le délice...

J'étais entré chez les loubards à l'âge de sept ans, après la mort de ma mère. Nos aînés avaient su nous endurcir physiquement et nous enseigner le bien.

L'action passée, le calme revenu, j'éprouvai alors des tremblements étranges dans les jambes... Mais j'étais si fier !

D'étape en étape, dormant de jour, pédalant la nuit, j'arrivai à Lorient sans une crevaillon. Sur le port, on me signale deux bateaux qui vont partir pour l'Angleterre. Un cousin, ingénieur à la S.N.C.A.N., venu en précurseur, m'avait donné son adresse. Un rapide adieu, pour qu'il prévienne ma grand-mère de mon départ, et je cours vers le bateau providentiel.

Soudain, une boule de feu d'un éclat intense comme celui de dix, peut-être de vingt soleils, colorée comme au couchant, jaillit au-dessus du port. Dans la seconde qui suit, c'est le bruit terrifiant de l'explosion qui ébranle la ville. C'est l'Arsenal qui saute !

Comme un torrent, la foule dévale de toutes les rues vers l'esplanade. Des objets hétéroclites, projetés très haut retombent autour de nous, dans le vacarme des explosions des munitions qui continuent de terrifier hommes, femmes et enfants. Je tente, en courant, de remonter ce flot humain pour retrouver mon bateau qui, certainement, va fuir en mer. On me bouscule, on m'empêche de passer, on me traite de fou. C'est vrai, les débris de ferraille, de planches retombent partout, massacrant les gens, mais je fonce. C'est absurde !

La "baraka" serait-elle à l'origine de la témérité ?

D'abri en abri, j'atteins enfin mon but. Quel cataclysme ! Le port est presque entièrement détruit. J'aperçois un bateau qui a sombré juste avant d'arriver à la passe, et puis, au loin, un autre qui s'éloigne.

Malheureux, pris d'un désespoir immense, je rejoins mon cousin, qui ne m'attendait plus... Nous savons que les Allemands approchent. Je lui dis que j'aurai peut-être plus de chance à Nantes. Alors, recru de fatigue, j'enfourche à nouveau ma bicyclette.

L'image de cette boule de feu est encore présente à ma mémoire. Pendant la guerre, qui dure pour moi 4 ans 3 mois et 8 jours, je n'aurai jamais vu semblable explosion !

Chronique des Livres

Ces enfants qu'il fallait sauver, par Sabine ZEITOUN*

Une jeune historienne, née en Tunisie où elle a passé son enfance, enquête depuis plusieurs années sur le sauvetage des enfants juifs en France, de 1942 à 1944. Les sauvetages individuels furent nombreux et on ne les connaît jamais tous ; Sabine Zeitoun a retrouvé certains de ces enfants qui évoquent leurs souvenirs dans son livre, profondément émouvant et vivant. Mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'une multitude d'organisations, petites ou grandes, ont réussi à effectuer des sauvetages de groupes entiers d'enfants. Il faut citer en premier lieu l'O.S.E. (Œuvre de Secours aux Enfants), vieille organisation humanitaire née en 1912 en Russie, qui sut fort habilement utiliser les structures d'accueil tolérées par Vichy pour faire fonctionner tout un réseau parallèle clandestin. Mais il y eut aussi le S.S.A.E. (Service Social d'Aide aux Émigrants), l'Entraide Temporaire, le Mouvement National contre le Racisme, les anciens Éclaireurs israélites de France, les anciens Éclaireurs laïques, l'Aide aux Mères de Famille, le Secours suisse, la "rue Amelot" (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide), les anciens des Auberges de la Jeunesse, les Pentecôtistes, les Quakers, etc. Toutes ces organisations, même dissoutes, formaient un immense réseau, plus ou moins cloisonné, plus ou moins mouvant, mais fort efficace. Le Dr Joseph Weill de l'O.S.E. avait trouvé une doublure clandestine d'une rare qualité en la personne de Georges Garel, jeune ingénieur de Lyon, qui quitta son emploi pour se consacrer entièrement au sauvetage des enfants juifs.

Lorsque les arrestations de juifs ne se limitent plus aux adultes (juillet 1942 en zone occupée, août 1942 en zone libre) l'opinion commence à s'émouvoir et les responsables des enfants dont les parents ont déjà disparu se raidissent. En août à Lyon, où les familles juives viennent d'être entassées dans le camp de Vénissieux, le Père Chaillet, l'Abbé Glasberg et Georges Garel réussissent à faire sortir 108 enfants dans la nuit du 26. Le préfet et l'intendant de police vont protester auprès du cardinal Gerlier. Mais celui-ci, inébranlable, déclare que le sauvetage de ces enfants a la signification d'une protestation de l'Église contre la remise des israélites étrangers aux autorités occupantes. Laval lui-même est obligé de dire aux Allemands que la remise des juifs crée en France des difficultés intérieures. Les Allemands reculent, et les trains qui devaient partir chaque jour en septembre et octobre avec 1 000 juifs chacun sont annulés. 45 000 juifs profitent ainsi d'un sursis précieux.

Serge Klarsfeld voit dans le sauvetage des 108 enfants de Vénissieux un tournant dans l'opinion française. A partir de là, Georges Garel, aidé par une vingtaine d'évêques et toute l'église protestante dirigée par le Pasteur Boegner trouvera des institutions, des écoles et œuvres diverses, dispersées dans toute la France, qui cacheront les enfants par dizaines et par centaines. Cinq mille enfants furent cachés au Chambon-sur-Lignon et 1 000 à Dieulefit, par exemple. Des couvents fabriquaient les faux papiers derrière leurs murs !

Il y eut aussi des envois d'enfants aux États-Unis (au début) puis clandestinement, vers la Suisse et l'Espagne. C'est en convoyant des enfants vers la Suisse que notre camarade Marianne Racine fut arrêtée. La jeune femme qui la remplaça auprès des enfants, Marianne Cohn, fut arrêtée quelques mois plus tard et horriblement torturée avant d'être assassinée. Sabine Zeitoun cite dans son livre l'admirable poème que Marianne Cohn a écrit avant de mourir. Le travail de base de l'accompagnement des enfants dans leurs caches respectives et du paiement régulier de leurs pensions, écrit encore Sabine Zeitoun, fut le fait de très jeunes femmes,

juives ou non, de haute valeur morale. On est loin de les connaître toutes, comme on ne connaît pas non plus d'innombrables familles d'accueil. L'une de ces jeunes femmes, déportée à Auschwitz, en revint miraculeusement. Elle a raconté qu'avec son mari, dans une grande ferme du Gers au pied des Pyrénées, ils avaient confectionné des hamacs en haut des grands chênes qui entouraient la maison. Des forestiers les y avaient aidés. En cas d'alerte les enfants y étaient installés. Aucun ne fut pris !

Serge Klarsfeld a calculé que sur environ 70 000 enfants juifs de moins de 17 ans vivant en France en 1942, 54 800 furent épargnés et soustraits à la déportation. Voilà ce qu'on ne sait pas assez. C'est pourquoi il faut lire ce livre et le répandre autour de soi.

Concours de la Résistance et de la Déportation

Depuis la création du Prix de la Résistance et de la Déportation, nous avons organisé des voyages-pèlerinages au camp de Mauthausen pour les lauréats de notre département des Yvelines.

Cette année, pour la première fois, nous les avons emmenés visiter le Musée de Besançon. Madame Lorach m'ayant promis d'accompagner notre groupe tout au long d'une après-midi, je ne doutais pas que cette journée serait d'un grand intérêt pour nos jeunes. Nous en avons eu la preuve en lisant ce qu'ils avaient écrit sur le Livre d'or du musée.

Au cours de la soirée, réunis pour répondre à leurs questions, nous avons pu constater combien nos explications et nos témoignages d'anciens déportés avaient eu un grand impact sur chacun des participants.

Voici, par exemple, ce qu'écrit Cécile Fabre, élève du Lycée Labruyère de Versailles, récompensée en 1988, puis en 1989.

Jacqueline Fleury

Lorsque mon professeur d'Histoire m'a proposé, il y a deux mois, de participer au concours de la Résistance et de la Déportation, j'ai accepté parce que je ne connaissais rien de cette période, essentielle dans l'histoire de l'humanité. et que ce concours était pour moi un moyen de m'y intéresser.

J'ai donc lu des livres, parcouru des articles de journaux. J'ai découvert avec horreur l'univers des camps de concentration, avec émotion et admiration la vie des résistants.

Mais jusqu'à ce séjour en votre compagnie à Besançon je n'avais de cette époque de votre vie qu'une connaissance purement livresque, qu'il est indispensable d'avoir, mais qui reste trop... intellectuelle. Le musée de la Résistance de Besançon m'a permis de mieux comprendre, si tant est qu'on le puisse, ce qu'ont été les camps. Je n'ai pu regarder sans émotion ces photos qui montrent à quel point ce monde était cauchemardesque, inhumain. Je ne me suis alors jamais autant demandé : "Pourquoi cela ?". Pourquoi, en effet, et comment des hommes ont-ils pu abandonner toute bonté, toute humanité, toute conscience, pour traiter ainsi d'autres êtres humains ?

Mais plus qu'une leçon d'histoire, voire même de philosophie, ce voyage a été pour moi une leçon de courage et de dignité. Lorsque nous nous sommes retrouvés tous

ensemble le soir, après le repas, et que nous nous avons interrogés sur ce que vous aviez vécu, j'ai été bouleversée par la patience et la gentillesse avec laquelle vous répondiez à nos questions, par votre volonté de témoigner parce que "ne pas témoigner serait trahir". C'est en vous entendant raconter que j'ai senti, ou plutôt commencé à sentir, l'horreur des camps. Ce qui était pour moi, il y a deux ans, une sorte de "défi scolaire" — présenter un concours — est devenu, grâce à ce voyage, une expérience humaine inoubliable qui m'a marquée pour le restant de mes jours et qui m'a redonné confiance en l'homme. Car si vous avez confiance, après ce que vous avez vu et vécu, comment pourrions-nous douter ? C'est sans doute cela que ce voyage m'a apporté : un message de paix, de tolérance et d'espoir, en même temps que la volonté de lutter, dans la mesure de mes moyens, pour que cela ne se reproduise jamais plus.

Cécile Fabre

Rencontre du Commando de Hanovre

C'est avec une grande joie qu'il y a six mois les anciennes déportées du Commando de Hanovre, venues de toute la France, se sont retrouvées, le 2 septembre, à Vichy.

Le soleil et l'accueil chaleureux d'Henriette Labussière et de Maguy Degeorge contribuent à la bonne humeur durant ces quelques jours. Une sortie en car a fait découvrir à nos hôtes, dans le Livradois, l'abbaye du XIV^e siècle de La Chaise-Dieu, de renommée mondiale. Sur la route du retour, une halte au moulin de Richard-de-Bas, en passant par Ambert.

Une messe fut célébrée par l'Abbé Aucourtier, en l'église Saint-Blaise, à la mémoire de Bichette Rémy et d'Anne-Marie Klasen, deux amies disparues, avec une pensée et une prière pour toutes celles qui nous ont quittées.

Une cérémonie toute simple se déroula au monument aux morts de Vichy en souvenir de celles dont les cendres reposent en terre étrangère. Une gerbe fut déposée par Simone Rohner et Andrée Labrande.

Un succulent repas préparé par le Chef Soulier au restaurant Brest et Saint-Georges clôtura les retrouvailles.

* Éd. Albin Michel

Autour de Milena

Milena Jesenska, cette journaliste tchèque qui fut l'amie de Kafka et mourut à Ravensbrück en mai 1944, a été honorée cet hiver à Paris de façon émouvante. L'initiative en revient à deux jeunes femmes, l'une française, Catherine Stahly-Mougin, l'autre autrichienne, Gertraud Auer. Ce ne sont pas tant les admirables lettres de Kafka à Milena, parues en France chez Gallimard en 1956, qui ont stimulé Catherine Stahly-Mougin ; c'est davantage le beau livre de Margarete Buber-Neumann consacré à la destinée riche et tragique de son amie de camp et l'émouvante évocation qui en a été donnée par une ancienne de Ravensbrück lors d'une émission "Apostrophes" de Bernard Pivot à la télévision il y a bien quatre ans.

Deux manifestations ont été réalisées cet hiver dans le cadre du Centre Pompidou : une exposition et une soirée littéraire annoncée sous le titre : "Autour de Milena".

L'exposition avait été bâtie dans un sous-sol baptisé "Grand Foyer". Dans la poussière, entre murs gris, sol gris et tuyauterie infernale au plafond, le visiteur, hésitant, devait s'enfoncer dans un labyrinthe tout noir. Les yeux ne pouvant s'arrêter à rien de reconnaissable, même lorsque, lentement, un éclairage s'installait, l'oreille était alors sollicitée par un mélange de bruits extérieurs et de musique qui semblait venir d'une salle voisine... Les visiteurs se taisaient, ils cherchaient Milena... Une voix faible et plaintive se fait alors difficilement entendre au milieu de la rumeur. Avec peine, on reconnaît quelques bribes : ce sont des extraits d'articles de journaux parus dans le beau recueil des textes de Milena sous le titre *Vivre* *. Le lugubre parcours se poursuit d'une case à l'autre du labyrinthe, en noir et blanc, entre de rares objets insolites qui ont sûrement quelque chose à dire, mais on ne saisait pas quoi.

Le message est là, sûrement poétique, véridique, mais sans doute trop élaboré pour la plupart des visiteurs. Certains, pourtant, s'assoient par terre en silence et se laissent pénétrer par l'atmosphère insolite. La voix, trop faible pour qu'on entende tous les mots — mais peut-être est-ce à dessein — poursuit sa plainte monotone jusqu'à la sortie du labyrinthe... On est atterré. Quoi ! Est-ce la chaleureuse, la brillante Milena, le "feu vivant" de Kafka ? La jeune Tchèque gaie, audacieuse, débordante d'idées, de générosité, de vitalité, de folle indépendance ? Esbrouffe, dit l'un, escroquerie, dit l'autre. Mais réussite artistique, disent les experts, qui notent que des jeunes gens à l'âme triste pleurent en sortant de l'exposition, s'identifiant à la triste Milena qui vient de leur être présentée. Milena n'est plus à nous. Elle va son chemin toute seule. D'autres la rencontrent. Vous, ses amies, Grete, Anicka, Inka, Majenka, il vous faut accepter l'élargissement de cette destinée !

La soirée littéraire fut à la fois plus accessible, plus riche et plus proche du réel. Jean-Pierre Faye, philosophe profondément anti-nazi, auteur d'une thèse célèbre sur les "langages totalitaires", dirigeait les débats avec Maurice Partouche, homme de lettres, directeur des Éditions Lieu Commun. Il y avait là encore François Fejtö, réfugié hongrois spécialiste de l'Europe centrale, et Stasa

Fleischmann, Tchèque réfugié en France depuis vingt ans, dont la famille fut très liée avec celle de Milena Jesenska. A la dernière minute, l'écrivain tchèque Lumir Civrny s'est adjoint à la table ronde. Jeune étudiant en 1939, il donnait des leçons à la fille de Milena un jour où la Gestapo est venue perquisitionner. Il fut arrêté, croisa Milena pour la dernière fois dans les locaux de la police, puis fut relâché quelques semaines après.

Pour Maurice Partouche, le talent littéraire de Milena n'a pas l'ampleur de celui d'un Kafka, d'un Musil ou d'un Proust. Il ne se console pas que l'on ne possède de Milena que des articles de journaux, même si ces



articles sont parfois de véritables nouvelles. Manqueront toujours les lettres de Milena à Kafka que l'on n'a jamais retrouvées et ce livre sur les deux dictatures qu'elle devait écrire après Ravensbrück. Hélas ! Il n'y eut

pas d'après. Cet avenir de mort qu'elle a vu dès 1925 pour son petit pays et pour l'ensemble de l'Europe l'a rattrapée, elle aussi, comme les juifs.

Jean-Pierre Faye, au contraire, voit en Milena la marque d'un grand écrivain. Certes, elle n'a pas créé un "univers", un "mythe" comme on dirait aujourd'hui, à la manière de Kafka ou de Proust, mais elle s'est à ce point immergée dans le réel de son temps que, dans sa simplicité, elle a été et demeure prophétique. Jean-Pierre Faye a repris et développé cette idée dans un article paru le 15 février 1990 dans *Libération* sous le titre : "L'annonce faite à Milena". Il rappelle un article de Milena de 1925 : "Voiture directe Prague-Vienne... "Nous nous tenons, mes ennemis et moi, sur le quai de la gare Silson en attendant le rapide direct Berlin-Vienne, via Prague. Ennemis, nous le sommes tous..." Jean-Pierre Faye voit là un "récit onirique fulgurant dans le réel", la condensation de ce qui se décrit, douze ans plus tard, dans les reportages angoissants et précis que Milena publiera à la veille de l'invasion hitlérienne de 1939.

Il poursuit : "Devant la montée de ce qui s'est d'abord nommé le Front national des Sudètes et deviendra la courroie de transmission du parti nazi en Tchécoslovaquie, puis, devant la marche de l'armée nazie dans Prague, dans le tourbillon annonciateur, le message de Milena dessine ce qu'elle-même a pu nommer une vérité qui contribuera à décider du sort de l'Europe : la différence entre un Allemand du Front national sudète et un Allemand démocrate ou social-démocrate. Et Jean-Pierre Faye ajoute : "Pourquoi pas entre un Français du Front national et son contraire ? C'est la même question — et la même vérité".

1990 rejoint 1925 par-delà les drames révolus ; et la voix de Milena résonne de nouveau dans nos cœurs inquiets : "Viendra-t-il vraiment, ce jour où nous pourrions vivre côte-à-côte, Allemands, Tchèques, Français, Russes, Anglais... Verra-t-on un jour tomber les frontières entre pays, comme elles tombent lorsque se rencontrent les gens.

Anise Postel-Vinay

Faurisson condamné par le tribunal de grande instance de Paris

Le 23 février 1989, Robert Faurisson avait attaqué en diffamation Georges Wellers et la revue du Centre de documentation juive contemporaine, *Le Monde Juif*, pour l'avoir présenté en ces termes : "Professeur de lettres à l'Université de Lyon II, chef de l'école révisionniste en France, falsificateur de l'histoire des juifs pendant la période nazie".

Faurisson réclamait 100 000 francs de dommages-intérêts et 10 000 francs pour ses frais d'avocat.

Le 24 février 1990, le Tribunal de Grande Instance de Paris l'a débouté de sa plainte — le reconnaissant donc "falsificateur de l'histoire des juifs pendant la période nazie" — et l'a condamné aux dépens.

Le Tribunal a réaffirmé qu'il ne lui appartenait pas "de juger de la véracité des travaux historiques ou de trancher les controverses suscitées par ceux-ci et qui relèvent de la seule appréciation des historiens et du public".

Néanmoins, il a retenu la notoriété des faits rappelés par Georges Wellers et niés par Faurisson et a estimé que les travaux et déclarations de ce dernier relevaient "plus de discours politique que de la recherche historique". Le Tribunal a admis que le caractère sérieux des éléments qui ont permis à Georges Wellers de publier une critique solide des thèses de Faurisson justifiait la présentation sévère qu'il avait faite de leur auteur. Car ces thèses, dit encore le Tribunal dans un dernier "attendu" sont de nature à nuire au respect dû à la mémoire des victimes du nazisme ainsi qu'à inciter à l'antisémitisme", et il était légitime à la vocation du *Monde Juif* d'éclairer ses lecteurs.

A.P.V

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ
N° d'enregistrement à la
Commission paritaire : 31 739

GROU-ADENEZ & JOLY IMPRIMEURS - 260.37.37 - PARIS 6

* Éd. Lieu Commun, 1985.

QUESTIONNAIRE A RETOURNER A

Madame CILIA
Villa "La Hulotte"
74140 SAINT-CERGUES
avant le 1^{er} juillet 1990

Nom et prénom (Majuscules) _____

Adresse _____

Tél. _____ Ville _____ Département _____

Accompagné de _____ personnes

Réserve pour _____ personne (s)

_____ chambre (s) à 1 lit

_____ chambre (s) à 2 lits

_____ chambre (s) à grand lit

☐ Avec {
☐ Sans { bain / douche

Hébergement

Prévu en hôtel 2 étoiles

Tarifs : de 220 à 250 F

Date limite pour réservation de chambres et versements des arrhes : 1^{er} juillet 1990

(M^{me} CILIA précisera à chacune le nom de l'hôtel où sa ou ses chambres seront réservées)

QUESTIONNAIRE A RETOURNER A L'A.D.I.R.

avant le 15 juin 1990

**Rencontre de l'A.D.I.R.
NANTUA - 27 et 28 septembre 1990**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

N° Mle à Ravensbrück _____ Kommando _____

Je serai présente à Nantua et accompagnée de _____ personnes

Je verse ci-joint par chèque postal ou de préférence par chèque bancaire à l'ordre de l'A.D.I.R. la somme de 540 F qui comprend :

- les 2 déjeuners du jeudi et du vendredi
- les transports dans la ville, plus les 2 excursions
- 100 F d'arrhes pour réservation de la chambre d'hôtel

soit : 540 F × _____ = _____ F

Horaires actuels du train (pouvant être modifiés)

Départ PARIS - Gare de Lyon
(26 septembre 1990)

14 h 30 (1)

Arrivée BOURG-EN-BRESSE
16 h 35

(transfert à NANTUA par car)

Retour BOURG-EN-BRESSE : 18 h 20 (1)

Arrivée PARIS : 20 h 25

(1) A contrôler le 1^{er} septembre lors de la modification des horaires de la S.N.C.F.